

Gérald Arboit

Les réseaux du fer

Information, renseignement économique
et sidérurgie luxembourgeoise entre France,
Belgique et Allemagne 1911-1940



Introduction

Le 27 janvier 2006, devant la presse internationale réunie à Londres, Lakshmi Niwas Mittal, aciériste indien plutôt spécialisé dans le rachat d'entreprises sidérurgiques en état de quasi-faillite, annonçait son intention de lancer une offre publique d'achat sur Arcelor, premier producteur d'acier européen. Ce dernier groupe était né cinq ans plus tôt, le 18 février 2002, de la fusion de la luxembourgeoise Arbed, de l'espagnole Aceralia et de la française Usinor. Son objectif était de coordonner les synergies techniques, industrielles et commerciales des trois firmes autour d'un projet commun. Derrière l'objectif affirmé de fonder un leader mondial de l'industrie de l'acier, cette mise en synergie fut aussi le résultat de la double décennie de crises qui frappèrent ce secteur et du mouvement de concentration, marqué par le nombre de fusions-acquisitions, qui en résulta. Au passage, les Etats respectifs et la Commission européenne appuyèrent cette opération afin de garantir l'emploi au niveau national et la concurrence au niveau continental. Cette démarche reposa pourtant sur une lecture classique des marchés internationaux. En effet, deux ans après cette fusion d'actifs, un nouvel opérateur, inconnu jusque-là, fit son apparition, directement à la première place des producteurs mondiaux, Mittal Steel Company. Après une première vague d'acquisitions dans les années 1980 et 1990, cette entreprise créée en 1976 annonça le 24 octobre 2004 acheter l'américaine International Steel Group.

La différence entre les stratégies respectives d'Arcelor et de Mittal Steel Co, entièrement médiatisées de part et d'autre, tenait dans une prise en compte différente de l'information. Alors que la première se limita à une gestion de l'information et de la communication, la seconde en fit la nouvelle matière première de son activité économique. En outre, les deux structures furent certes économiquement proches, mais les approches managériales étaient radicalement différentes. A la logique de crise qui anima Arcelor, Mittal Steel Co lui imposa ses règles du jeu, sa propre coordination du marché. L'aveuglement de la première dans son offensive sur le canadien Dofasco et contre ThyssenKrupp la fragilisa, temporairement certes, financièrement. L'intelligence du second lui fit comprendre l'opportunité de cette information. Il s'en suivit donc six mois d'offensive financière, boursière et communicationnelle pour laquelle Arcelor était tout, sauf préparée. Si Mittal Steel Co présenta une concentration de son actionnariat ne permettant pas de contre-attaque sur ce terrain, Arcelor vit 85 % de ses titres sur le marché boursier. Il ne resta plus à la première qu'à bâtir une stratégie de séduction dans cette direction, mobilisant au passage les

fonds spéculatifs, contraignant la seconde à s'épuiser un peu plus financièrement¹. Dès novembre 2005, 20 % des actions Arcelor changèrent de main². La protection des pouvoirs publics, sans réelle stratégie économique, puis le rachat d'actions par le chevalier blanc russe Severstal que rechercha Arcelor ne purent compenser l'asymétrie informationnelle dans laquelle elle était. D'autant que Mittal Steel Co disposait en permanence d'un coup d'avance, grâce à l'appui d'une taupe au sein de la direction générale adverse. Il fallut l'action des services de renseignement extérieur français pour l'identifier³.

Il ne fut pas simple d'étudier l'évolution de cette fonction renseignement dans la gestion des rapports de force économiques. La faible quantité d'écrits sur la question n'expliqua pas tout. Depuis les années 1940, quelques économistes analysèrent le rôle de l'information dans le processus économique. Ils cherchèrent à valider la théorie classique selon laquelle chaque agent dispose d'une information pure et parfaite, à tout moment, sur l'état des marchés. Abordée comme grandeur statistique abstraite, l'information ne fut qu'un moyen de réduire les incertitudes⁴. Rapportée au domaine des communications, elle devient un processus itératif de collecte d'une véritable matière première sur laquelle la société va s'organiser⁵. D'autres montrèrent son imperfection⁶ et son asymétrie⁷. S'ajouta une conception organisationnelle, où l'information concourt au

-
- 1 Cf. la très bonne analyse de Virginie Allaire, Laurence Balmayer, Hervé Basset, François Desfournaux, Silvio Lo Niglio, José Nangis, « OPA de Mittal sur Arcelor. La sidérurgie européenne dans le chaudron de la globalisation financière », *La Lettre Sentinel. Analyse & solutions*, 39, juillet-août 2006.
 - 2 Selon Alain Juillet, haut responsable français en charge de l'intelligence économique auprès du Secrétaire général de la Défense nationale, lors d'une conférence devant le Cercle Nation & République, le 26 mars 2009, <http://www.nationetrepublique.fr/098-l-intelligence-economique-par-alain-juillet.html?artpage=2-2> [consulté le 2 mai 2010].
 - 3 Pascal Galinier et Virginie Malingre, « Arcelor-Mittal, OPA médiatique », *Le Monde* du 4 juin ; Jacques Follorou, « Les espions d'entreprises », *Le Monde* du 19 décembre 2006. Il ne semble pas y avoir eu de suites juridiques ; l'intéressé ayant été invité à quitter le groupe.
 - 4 Claude E. Shannon, *The Mathematical Theory of Communication*, Urbana, University of Illinois Press, 1949.
 - 5 Norbert Wiener, *Cybernétique et société*, Paris, Ed. des Deux Rives, 1952.
 - 6 Friedrich Von Hayek, *Droit, législation et liberté*, III, *L'ordre politique d'un peuple libre*, Paris, PUF, 1983.
 - 7 Michael A. Spence, « An economist's view of information », *Annual review of Information Science and Technology*, 1974, 9, p. 57-58. Voir aussi Thierry Granger (ed.), *Kenneth Arrow : Théorie de l'information et des organisations*, Paris, Dunod, 2000.

processus décisionnel. Ainsi élaborée, elle devint activité de renseignement, puisqu'elle permit d'« explorer l'environnement pour identifier les situations appelant la décision »⁸. Son champ d'intérêt dépassa le simple acte économique pour embrasser la politique industrielle, les mouvements et échanges de biens et de services, les investissements... Ne se définissant pas par son utilité, mais par les problèmes qui lui donnèrent son contenu, elle agit sur la coordination du marché⁹.

Cette relation de l'économie et des relations internationales, vue sous l'angle de l'information, ne préoccupa guère jusqu'à présent l'historien. Son analyse dut pourtant s'affirmer de nouveau pour contribuer à la définition de cette notion qui résumait le mieux l'interaction des acteurs et des phénomènes de communication et d'information au sein des organisations, de création récente de surcroît, que l'on nommait improprement « *intelligence économique* ». Seul le regard de l'historien put lui offrir une périodisation. L'organisation et la coordination, au niveau national, des comportements d'échange d'informations de l'ensemble des acteurs concernés par le développement économique préoccupèrent toujours les Etats tant elles représentaient un enjeu stratégique. L'Etat se présenta comme un médiateur entre « *la stratégie des entreprises, souvent perçues comme une menace, et la cohésion de son propre territoire* »¹⁰. Il était étonnant que les entreprises restassent à l'écart de ce mouvement, bien des réseaux d'entrepreneurs furent identifiés¹¹. D'autant qu'appliquée à l'action économique

8 Herbert A. Simon, *The New Science of Management Decision*, New York, Harper & Row Pub., 1960.

9 Christian Schmidt, « *L'Homo bellicus* et la coordination économique », *Revue économique*, 43, 3, 1993, p. 529–550 ; Nicholas Bayne, Stephen Woolcock, *The New Economic Diplomacy. Decision-Making and Negotiation in International Economic Relations*, Aldershot, Ashgate, 2003.

10 Christian Chouraou, « La diplomatie économique : pas seulement une affaire d'Etats », *Pouvoirs*, janvier 1999, 88, p. 37.

11 Cf. les travaux de Françoise Berger sur « Les relations entre les sidérurgies française et allemande de 1870 à la CECA », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, avril-juin 2007, p. 163–199, « Les milieux économiques et les Etats vis-à-vis des tentatives d'organisation des marchés européens dans les années trente », Eric Bussière, Michel Dumoulin, Sylvain Schirmann (dir.), *Europe organisée, Europe du Libre échange. Fin XIX^e siècle-années 1960*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, p. 71–105 ; *Ibid.*, « Les transferts technologiques venus d'Amérique dans la sidérurgie française et allemande au cours de l'entre-deux-guerres. Etude comparée », Chantal Metzger, Hartmut Kaelble (dir.), *Deutschland-Frankreich-Nordamerika : Transfers, Imaginationen, Beziehungen*, Stuttgart, F. Steiner Verlag, 2006, p. 171–188.

extérieure, qui dépassa évidemment la seule « *diplomatie économique* »¹², l'information élaborée devint un élément de la puissance nationale. Elle concourut à sa « *capacité de faire, de produire et de détruire* »¹³.

On put donc définir l'intelligence économique, comme

« *La maîtrise de l'information, le but étant de connaître son environnement extérieur et par conséquent d'adapter par avance sa conduite. Elle permet d'identifier les opportunités et les déterminants du succès, d'anticiper les menaces, de prévenir les risques, de se sécuriser, d'agir et d'influencer son monde extérieur dans une optique de compétitivité internationale. L'intelligence économique se compose de trois volets. Le premier concerne le traitement de l'information. Cela consiste à recueillir les informations nécessaires, à les trier et à les valider. En d'autres termes, ce premier volet consiste à avoir l'information pertinente sur ses concurrents, sur les règles et les normes et d'une manière générale sur tout son environnement extérieur international. Le deuxième volet consiste à se sécuriser au niveau matériel mais surtout au niveau immatériel, c'est-à-dire à avoir la capacité d'anticiper les risques et les problèmes qui se rattachent notamment à la propriété intellectuelle, aux attaques sur son image ou sur son capital. Ce deuxième volet accorde une grande importance à la sécurisation des actifs immatériels. Le troisième volet consiste à savoir influencer et argumenter, convaincre, négocier, faire du lobbying professionnel mais également à savoir exercer l'influence normative en anticipant les règles et les normes internationales et en participant éventuellement à leur élaboration. L'intelligence économique permet de mieux connaître ses concurrents, les donneurs d'ordre, les règles et les normes qui peuvent influencer son activité et donc d'agir sur son environnement au lieu de le subir. Reste à noter que l'intelligence économique doit être déontologique et loin des pratiques d'espionnage, de vol et de trafic d'influence*¹⁴. »

Le Grand-duché de Luxembourg et le développement de la sidérurgie

À la veille de la Première Guerre mondiale, la sidérurgie avait déjà atteint une dimension stratégique qui poussa Etats et industriels à s'intéresser aux développements des pays voisins. Après la « grande peur » de l'été 1911, l'intégration industrielle luxembourgeoise apparut d'une lumière différente aux yeux de la France et de la Belgique. En adoptant le modèle allemand de concentration verticale, avec la

12 Laurence Badel, « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *XX^e siècle*, avril-juin 2006, 90, p. 169-185.

13 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 58.

14 Claude Revel, « L'intelligence économique permet aux entreprises d'agir sur leur environnement au lieu de le subir », *L'Economiste maghrébin* (Tunis), 30 septembre-14 octobre 2009.

création, en octobre, des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange (ARBED), précédée en juin de la communauté d'intérêt entre la Deutsche-Luxemburgische Bergwerks-und Hütten A.-G. et la Rümelingen-St. Ingberter Hochöfen- und Stahlwerk Aktiengesellschaft¹⁵, la sidérurgie luxembourgeoise atteignit une dimension sans précédent en France et en Belgique. La participation du Grand-Duché de Luxembourg au *Zollverein*, cette union économique conclue en 1842 et renouvelée par anticipation en novembre 1902¹⁶, en fit un enjeu du conflit qui s'annonçait. D'autant que les perspectives de démantèlement des propriétés allemandes dans la sidérurgie lorraine en fit un sérieux concurrent des groupes français Wendel et Schneider. Quant aux capitaux belges, investis dans les entreprises germano-luxembourgeoises, ils représentèrent un levier politique certain pour régler à son avantage la question luxembourgeoise, ouverte en 1839.

Trente-neuf ans plus tard, une nouvelle étape de la longue « guerre civile européenne »¹⁷ se profilait. Les crises économiques des années 1920 renforcèrent la nécessité de conquérir des marchés extérieurs. Encore une fois, la sidérurgie luxembourgeoise se retrouva au centre des préoccupations. A commencer par celles des maîtres de forges locaux de l'Arbed, qui lancèrent deux initiatives destinées à acquérir de l'information, véritables agences privées à vocation économique pour l'une, le Comptoir métallurgique luxembourgeois (Columeta), véritable politique étrangère particulière pour l'autre, le Comité franco-allemand d'information et de documentation¹⁸, dans le but d'établir une coordination européenne, sinon mondiale, des marchés au travers d'une Entente internationale de l'acier¹⁹. Cette activité informationnelle au bénéfice de l'entreprise ne put être menée sans connexion avec les services officiels et privés de France et de Belgique, mais aussi de Grande-Bretagne et d'Allemagne, dans une moindre mesure toutefois. « *De plus en plus, on vo[yait] des non-diplomates se lancer dans la diplomatie économique. A la différence de*

15 André de Muysier, *L'industrie sidérurgique luxembourgeoise. Histoire de sa concentration*, Bruxelles, 1926, p. 26–30.

16 *Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg*, 28, 16 avril 1903.

17 Sur cette notion, cf. Enzo Traverso, *A feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914–1945*, Paris, Stock, 2007.

18 Jacques Bariéty, « Le rôle d'Emile Mayrisch entre les sidérurgies allemande et française après la Première Guerre mondiale », *Relations internationales*, 1974, 1, p. 123–134.

19 Ulrich Nocken, « International Cartels and Foreign Policy: the Formation of the International Steel Cartel, 1924–1926 », Clemens A. Wurm (dir.), *Internationale Kartelle und Außenpolitik*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 1989, p. 32–82.

l'avant-guerre [1914], il s'agi[ssait] là d'agents de l'Etat (fonctionnaires, contractuels, chargés de mission, etc.)²⁰. »

Se fondant sur le double arrière-plan de la mutation des relations internationales dans la première moitié du XX^e siècle et du développement de la sidérurgie luxembourgeoise, notre démarche visa à mettre à jour le jeu de l'information élaborée, ou « *intelligence économique* », des différents acteurs français, belges et luxembourgeois. Elle reposa sur un cadre et une démarche d'analyse spécifique à partir des sources et de la littérature existantes.

De l'intelligence économique appliquée aux prémisses de l'industrie luxembourgeoise

Cette étude s'inscrit dans une réflexion initiée par nos recherches antérieures sur l'histoire de la sidérurgie luxembourgeoise, les questions de renseignement et l'utilisation de l'information. Elle ouvre autant sur la question du rôle des médias dans un usage économique que celui de la médiatisation des relations internationales. En effet, le recueil de l'information économique se confond largement avec l'activité diplomatique. Aussi, les fonds des ministères des Affaires étrangères des trois pays figureront au premier rang de nos sources. L'évolution induite par la Première Guerre mondiale fait apparaître deux nouvelles séries d'agents non-diplomates, les fonctionnaires des ministères techniques et les agents des services de renseignement. Dans le cas de la sidérurgie luxembourgeoise, les premiers dépendirent essentiellement du ministère du Commerce et de l'Industrie. Les seconds furent des militaires qui eurent à gérer les affaires économiques à des fins militaires, pendant la Première Guerre mondiale, puis administratives, lors de la reprise en main des territoires libérés d'Alsace-Moselle et la liquidation des propriétés allemandes dans l'industrie²¹. L'entre-deux-guerres vit également les capacités de renseignement de services privés se renforcer. En Belgique, le rôle de la Société générale de Belgique ne fut pas à négliger. En France, le Comité des forges fut un acteur important, et un interlocuteur privilégié de l'Arbed, qui n'hésita pas à s'en jouer²². En Allemagne, contre toute attente, le parti national-socialiste des

20 Jean-Baptiste Duroselle, *Tout empire périra : une vision théorique des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981, p. 71.

21 Association minière d'Alsace et de Lorraine, *L'industrie minière en Alsace et en Lorraine depuis l'armistice (rapport annuel 1919)*, Strasbourg, 1920, p. 11.

22 Charles Barthel, « Entre la Belgique, la France et l'Allemagne. Emile Mayrisch et la question du contingent lorrain-luxembourgeois (1925) », *Galerie. Revue culturelle et pédagogique*, 2003, 21/2, p. 211–256.

travailleurs (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, NSDAP) développa un outil de renseignement nécessairement idéologique, visant à définir les ennemis de la cause nazie et à préparer l'action révolutionnaire nationaliste, mais offrant des données économiques essentielles à mesure que le pays s'orientait vers la guerre. Se posa ainsi la question de l'information entre partenaires et leurs relations aux médias. La presse apparut ainsi comme un troisième acteur, aux côtés des ressources publiques et industrielles, de l'élaboration d'une information économique relative à la sidérurgie luxembourgeoise.

Comment l'information sidérurgique fut-elle recueillie par la France et la Belgique, et plus marginalement en Allemagne ? Il s'agissait d'établir une définition historique d'une démarche que l'on peut qualifier d'« *intelligence économique* ». Cette conception plus large que la seule « *diplomatie économique* » semblait devoir s'imposer par l'intervention de spécialistes de l'information, publics et privés, dans l'objectif de réaliser une politique. A ce jeu, l'Arbed sembla avoir là encore été la plus habile. Pour cela, il convient de mettre en évidence les moyens d'information d'une partie des acteurs européens de la sidérurgie. Le cadre chronologique retenu permet de saisir les enjeux que représentât cette activité économique dans un contexte de reconstruction des économies sinistrées par la Première Guerre mondiale et la crise économique.

Pour mener à bien ce travail, nous nous fondâmes sur deux types de démarches. Dans une approche compréhensive des situations de renseignement économique, une première étape consista à reconstituer lexicalement les pratiques sociales propres à cette activité, visant à l'occulter, consciemment ou non. Une seconde étape permit de rendre intelligibles ces activités d'information sur la sidérurgie luxembourgeoise pour en décrire les mécanismes et ressorts. Cette étape reposa sur l'analyse des fonds d'archives luxembourgeois, français et belges relatifs à ces questions, tant civils que militaires. Des sources archivistiques allemandes, le plus souvent imprimées, furent également recherchées lorsque la compréhension des événements l'imposait ; il en fut de même pour des fonds américains et britanniques. La collecte de données de la presse, des publications industrielles, des rapports publics disponibles, des mémoires d'acteurs et des études d'historiens offrit de retracer les véritables enjeux de ce recueil de l'information sidérurgique par la France et la Belgique, ainsi que l'Allemagne, comme de sa protection par l'Arbed et le gouvernement luxembourgeois.

En fonction de la compréhension donnée à l'intelligence économique, furent élaborées trois grandes parties. La première portait sur les acteurs, forcément multiples puisqu'ils brassèrent toutes les conceptions de l'information sur la sidérurgie luxembourgeoise. Après avoir vu le paysage médiatique luxembourgeois et

sa sidérurgie, les intérêts qui se mêlèrent et le rendu informationnel, il convint de voir comment les Etats et les entreprises françaises et belges se positionnèrent dans un climat de concurrence exacerbée et de mobilisation industrielle. Enfin, fut signalé le passage de l'arme financière, symbole de la symbiose d'intérêts publics et privés affirmé au XIX^e siècle, à l'intelligence économique, reposant sur les marchés financiers et leurs interpénétrations d'intérêts privés internationaux. Dans un deuxième temps, nous vîmes comment l'intelligence économique s'avéra un outil de décision. L'information sidérurgique fut alors perçue selon ses acceptions statistique, financière et technologique. La Première Guerre mondiale devint un moyen de percevoir l'intelligence de l'avenir que purent en tirer Gaston Barbanson et Emile Mayrisch, les deux seuls dirigeants de l'industrie luxembourgeoise à être présents avant et après le conflit. Ces conceptions puisées au contact des techniques militaires et des projets allemands se retrouvèrent dans ce comptoir de vente particulier que fut la Columeta, à la fois service de documentation de la sidérurgie luxembourgeoise, service d'information économique et ouverture du Grand-Duché sur le monde. Ces considérations permirent d'ouvrir sur la réorganisation de l'entre-deux-guerres, faisant apparaître l'intelligence économique comme un outil d'action. Le grand réseautage de 1919 témoignait de la maîtrise des réseaux d'Emile Mayrisch, mais laissa entrevoir un déséquilibre informationnel des acteurs, tant publics que privés, à l'exception du jeu de Jean Jadot. Au service de l'expansion, ces réseaux permirent d'assurer l'approvisionnement et les débouchés de la sidérurgie luxembourgeoise, dans une asymétrie réelle comme le montra la technique de Gabriel Maugas adoptée face à la Belgique, alors que la direction qui s'imposait fut de s'assurer un pont sur la Moselle. Face aux crises économiques de l'entre-deux-guerres, la puissance informationnelle de l'Arbed s'imposa, tant dans un après-guerre peu favorable que face à une précision difficile. La coordination de marché sembla la seule solution possible.